Tadjadine Mahamat Babouri Tchad

Passible de la prison à perpétuité pour un message sur Facebook.

Tadjadine Mahamat Babouri, connu sous le nom de Mahadine, est un cybermilitant. En septembre 2016, il a mis en ligne sur Facebook des vidéos dans lesquelles il accusait les autorités de corruption et de mauvaise utilisation des fonds publics. Quelques jours plus tard, Mahadine est enlevé dans la rue par des hommes appartenant, semble-t-il, aux services du renseignement. Mahadine raconte avoir été frappé, soumis à des décharges électriques. Il ne reçoit pas les soins nécessaires au traitement d'une tuberculose contractée en détention. Inculpé pour « *atteinte à l'ordre constitutionnel, à l'intégrité territoriale et à la sécurité nationale, d'intelligence avec un mouvement insurrectionnel* », il encourt la prison à perpétuité.

Dites au Tchad de remettre Mahadine en liberté sans attendre.

Taner et les 10 d’Istanbul

Turquie

Persécutés pour avoir défendu les droits humains.

Le 6 juin, Taner Kiliç, président d’Amnesty en Turquie, était arrêté à son domicile. Un mois plus tard, dix autres défenseurs des droits humains, dont İdil Eser, la directrice d’Amnesty International Turquie étaient arrêtés, par les autorités turques à Büyükada, une île au large d’Istanbul, lors d’un banal atelier de formation. Grâce à la mobilisation publique, les 10 d’Istanbul ont été libérés sous caution le 25 octobre dans l’attente de leur procès, mais pas Taner. Ils risquent tous jusqu’à 15 ans de prison à l’issue d’un procès politique, pour des accusations absurdes et infondées de liens avec des organisations terroristes.
Depuis la tentative de coup d’État de juillet 2016, plus de 150 000 personnes font l’objet de poursuites judiciaires. La répression lancée par les autorités turques contre la société civile se poursuit sans faiblir.

Dites à la Turquie d’arrêter de persécuter ces défenseurs des droits humains et d’abandonner les charges à leur encontre.

Shackelia Jackson
Jamaïque

Empêcher la police de bénéficier de l’impunité.

Shackelia Jackson lutte pour établir la vérité sur la mort de son frère Nakiea et pour que ceux qui l’ont tué soient traduits en justice. Le 20 janvier 2014, Nakiea Jackson a été abattu dans le petit restaurant de Kingston où il travaillait. Les investigations menées par la police des polices ont conduit à l’inculpation d’un policier en juillet 2016. Mais un témoin ayant renoncé à se présenter au tribunal, l’enquête préliminaire a été abandonnée. Depuis, la famille de Nakiea est la cible de manœuvres d’intimidation de la part des forces de l’ordre.
Shackelia refuse de céder. En Jamaïque, au cours des dix dernières années, 2 000 homicides ont été commis par des policiers sur de jeunes hommes, souvent d’origine modeste.

Dites à la Jamaïque de protéger Shackelia et de rendre justice à toutes celles et ceux qui ont été tués par la police.

Membres du Milpah

Honduras

Ils risquent leur vie pour défendre leurs terres.

Les membres du Mouvement indépendant indigène lenca de La Paz (Milpah) luttent pour les droits fonciers au Honduras. Confrontés aux intérêts de compagnies minières et hydroélectriques, ces militants paient cher la défense de leurs terres, rivières et forêts. Avec le Nicaragua, le Honduras détient la triste palme du plus grand nombre d'assassinats de défenseurs de l'environnement par habitant sur la décennie écoulée. En 2015, Ana Miriam Romero, activiste du Milpah enceinte de six mois était passée à tabac par des hommes armés. En 2016, son collègue Martín Gómez recevait des menaces de mort. La même année, Berta Cáceres militante d'une organisation partenaire du Milpah était abattue par un commando. La plupart de ces crimes demeurent impunis.

Dites au gouvernement du Honduras de protéger les membres du Milpah, maintenant.

Clovis Razafimalala
Madagascar

Condamné pour son combat contre le trafic de bois de rose.

Clovis Razafimalala lutte contre le trafic de bois de rose qui sévit sur l'île de Madagascar. Son engagement a valu à ce père de deux jeunes enfants des menaces de mort et sa maison a été incendiée en 2009. Le commerce du bois de rose est soumis à un embargo international. Mais un juteux marché noir, principalement à destination de la Chine, rapporte des milliards de dollars. De son côté, l'État malgache en pleine déliquescence s'avère incapable de lutter contre les trafiquants et envoie au contraire des défenseurs de l'environnement en prison.
Après dix mois passé en détention préventive, Clovis Razafimalala a été condamné, le 17 juillet 2017, à cinq ans d'emprisonnement avec sursis sur la base d'accusations forgées de toutes pièces. Il risque à tout moment l'incarcération.

Dites au gouvernement de Madagascar d'annuler la condamnation de Clovis immédiatement.

Xulhaz Mannan
Bangladesh

Tué à coups de machette pour avoir défendu les droits des LGBT.

Xulhaz Mannan était un éminent défenseur des droits des minorités sexuelles. Le 25 avril 2016, de soi-disant coursiers ont fait irruption dans son appartement à Dacca. Sous les yeux de sa mère âgée de 75 ans, Xulhaz, et un autre militant qui se trouvait avec lui, ont été tués à coups de machette.
En 2014, il avait cofondé le seul magazine bangladais consacré aux lesbiennes, gays, bisexuelles et transgenres. Une entreprise à risques dans un pays où les relations intimes entre personnes de même sexe peuvent être punies par la prison. Malgré des éléments de preuve, en particulier des déclarations de témoins et des images de vidéosurveillance, personne n'a été inculpé.
Ce double crime vient s'ajouter à d'autres commis contre des journalistes ou des blogueurs et souvent restés impunis.

Dites au Bangladesh de traduire les assassins de Xulhaz en justice.

Sakris Kuplia
Finlande

Obtenir le droit d'être lui-même.

Sakris Kupila, 21 ans, étudiant en médecine, s'est toujours perçu comme un homme. Pourtant, ses papiers d'identité disent qu'il est de sexe féminin.
Dès l'adolescence, il s'est rendu compte que le genre assigné à sa naissance n'exprimait pas ce qu'il était. Il s'est alors choisi un prénom masculin. Cependant, la législation finlandaise ne permet pas de porter un prénom qui ne correspond pas à son genre. Sakris a dû accepter d'être diagnostiqué comme présentant des « troubles mentaux ».
Pour changer de genre à l'état civil dans son pays, il faut être reconnu comme ayant des « troubles mentaux » mais aussi se faire stériliser. Sakris a refusé ce traitement humiliant. En dépit des tentatives d'intimidation, il poursuit sa lutte pour que la loi sur la reconnaissance du genre soit modifiée.

Dites à la Finlande de modifier sa législation et de respecter les droits des personnes transgenres.

Hanan Badr al Din
Egypte

Arrêtée pour son engagement contre les disparitions forcées.

Hanan Badr al Din milite pour rompre le silence autour des disparitions forcées. Sa vie a basculé le jour où son mari a « disparu » après avoir été blessé dans une manifestation le 27 juillet 2013. Hanan a écumé les postes de police, les prisons, les hôpitaux, les morgues... En vain.
Déterminée dans sa quête de la vérité, elle a cofondé, début 2014, l'Association des familles de victimes de disparition forcée.
En Égypte, 3 à 4 personnes en moyenne, arrêtées par des policiers ou des militaires, s'évanouissent chaque jour dans la nature. Lors de sa dernière tentative d'obtenir des informations sur le sort de son mari, Hanan Badr al Din a été inculpée à tort d'appartenance à une organisation interdite. Elle risque cinq ans de prison.

Dites à l'Égypte d'abandonner toutes les charges et de remettre Hanan en liberté immédiatement et sans condition.

Ni Yulan

Chine

Harcelée depuis 20 ans parce qu'elle lutte contre les expulsions forcées.

Ni Yulan se mobilise en faveur des personnes expulsées de leur logement. En représailles, elle est l'objet d'un acharnement policier et judiciaire intense depuis vingt ans. Cette quinquagénaire, ancienne avocate, a soutenu des dizaines de personnes expropriées au profit de lucratifs projets de construction. Sa maison, comme celle de milliers d'autres Chinois, a été détruite lors des préparatifs des jeux Olympiques de Pékin en 2008.
Arrêtée à plusieurs reprises, la militante a été frappée si violemment en prison qu'elle se déplace désormais en fauteuil roulant. En avril 2017, des hommes l'ont chassée de l'appartement qu'elle louait avec son mari et sa fille. La famille vit dans un hébergement temporaire surveillé en permanence par la police.

Dites à la Chine d'arrêter de harceler Ni Yulan.

Farid et Issa

Israël et Territoires palestiniens occupés

Poursuivis pour avoir manifesté pacifiquement contre la colonisation.

Farid al Atrash et Issa Amro sont des militants non violents opposés à la colonisation israélienne. Fondateur de l'ONG Youth against settlements, à Hébron, ville de Cisjordanie occupée, Issa encourage les jeunes Palestiniens à lutter pacifiquement contre l'occupation. Arrêté à maintes reprises, ce trentenaire est régulièrement harcelé et menacé par les autorités israéliennes. Tout comme, Farid, son avocat et compagnon de lutte. En février 2016, les deux militants ont participé à une manifestation non violente à Hébron pour dénoncer la fermeture aux Palestiniens de la rue Shuhada, autrefois artère commerçante. Poursuivis devant un tribunal militaire israélien, Farid et Issa font l'objet d'accusations dénuées de fondement, dont l'objectif est d'entraver leurs activités de défense des droits humains.

Dites à Israël d’abandonner toutes les charges retenues contre Farid et Issa immédiatement.